

SENATO DELLA REPUBBLICA

VI LEGISLATURA

(N. 1309)

DISEGNO DI LEGGE

approvato dalla Camera dei deputati, nella seduta del 18 ottobre 1973
(V. Stampato n. 2050)

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**

(MEDICI)

di concerto col **Ministro dell'Industria, del Commercio e dell'Artigianato**

(FERRI)

Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 20 ottobre 1973

Ratifica ed esecuzione della Convenzione per il riconoscimento reciproco dei punzoni di prova delle armi da fuoco portatili, con Regolamento e Annessi I e II, adottata a Bruxelles il 1° luglio 1969

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione per il riconoscimento reciproco dei punzoni di prova delle armi da fuoco portatili, con Regolamento e Annessi I e II, adottata a Bruxelles il 1° luglio 1969.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione ed agli atti connessi di cui all'articolo precedente dal giorno della sua entrata in vigore in conformità all'articolo VI della Convenzione stessa.

Art. 3.

La spesa derivante dall'applicazione della presente legge, prevista in lire 400.000 annue, sarà a carico del bilancio del Banco nazionale di prova delle armi da fuoco portatili di Gardone Valtrompia, che darà comunicazione di ciascun versamento al Ministero degli affari esteri e al Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato.

CONVENTION
pour la reconnaissance réciproque des poinçons d'épreuves
des armes à feu portatives

Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, de la République du Chili, de l'Etat Espagnol, de la République Française, de la République Italienne et de la République Socialiste Tchécoslovaque;

Constatant que la Convention du 15 juillet 1914, conclue en vue de l'établissement de règles uniformes pour la reconnaissance réciproque des poinçons officiels d'épreuves des armes à feu ne répond plus aux exigences de la technique moderne,

Sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE I.

Il est créé une Commission Internationale Permanente pour l'épreuve des armes à feu portatives, désignée ci-après sous le nom de Commission Internationale Permanente, en abrégé CIP.

Elle a pour mission:

1) de choisir d'une part les appareils qui serviront d'étalon pour la mesure de la pression de tir et, d'autre part, les procédés de mesure à utiliser par les services officiels pour déterminer, de la manière la plus précise et la plus pratique, la pression que développent les cartouches de tir et d'épreuve:

a) dans les armes de chasse, de tir et de défense, à l'exception des armes destinées à la guerre terrestre, navale ou aérienne; cependant, les Parties contractantes ont la faculté d'utiliser, pour tout ou partie de ces dernières armes, les instruments et procédés de mesures adoptés;

b) dans tous les autres engins portatifs, armes ou appareils à buts industriels ou professionnels non dénommés ci-dessus et qui utilisent une charge de substance explosive pour la propulsion, soit d'un projectile, soit de pièces mécaniques quelconques et dont l'épreuve serait reconnue nécessaire par la Commission Internationale Permanente.

Ces appareils seront dénommés « Appareils étalons »;

2) de déterminer la nature et l'exécution des épreuves officielles auxquelles devront, pour offrir toute garantie de sécurité, être soumis les armes ou appareils désignés aux paragraphes 1) *a)* et *b)*.

Ces épreuves seront désignées sous le terme « Epreuves étalons »;

3) d'apporter aux appareils de mesure étalons et aux procédés de leur manipulation, ainsi qu'aux épreuves étalons, tous perfectionnements, modifications ou compléments requis par les progrès de la métrologie, de la fabrication des armes à feu portatives et des appareils à buts industriels ou professionnels ainsi que de leurs munitions;

4) de rechercher l'unification des dimensions de chambre des armes à feu mises dans le commerce et les modalités de contrôle et d'épreuve de leurs munitions;

5) d'examiner les lois et règlements relatifs à l'épreuve officielle des armes à feu portatives édictés par les Gouvernements contractants afin de vérifier s'ils sont conformes aux dispositions adoptées en application du paragraphe 2) ci-dessus;

6) de déclarer dans quels Etats contractants l'exécution des épreuves correspond aux épreuves étalons suivant le paragraphe 2) et de publier un tableau reproduisant les modèles des poinçons utilisés par les Bancs d'épreuves officiels de ces Etats tant actuellement que depuis la signature de la Convention du 15 juillet 1914;

7) de retirer la déclaration prévue au paragraphe 6) ci-dessus et de modifier le tableau dès que les conditions énoncées au paragraphe 6) ne sont plus remplies.

ARTICLE II.

Les poinçons des Bancs d'épreuves officiels de chacune des Parties contractantes seront reconnus sur le territoire des autres Parties contractantes à condition d'avoir fait l'objet de la déclaration prévue au paragraphe 6) de l'article I.

ARTICLE III.

La composition et les attributions de la Commission Internationale Permanente sont déterminées par le Règlement joint à la présente Convention. Ce Règlement fait partie intégrante de la Convention.

ARTICLE IV.

En cas de doute ou de discussion sur l'interprétation ou l'application d'un des points d'ordre technique fixés par une décision de la Commission Internationale Permanente, prise en application de l'article I de la présente Convention et de l'article 5 du Règlement, le Gouvernement intéressé recourra à l'avis de la Commission Internationale Permanente.

ARTICLE V.

La présente Convention est ouverte à la signature à partir du 1^{er} juillet 1969.

ARTICLE VI.

1. Chacun des Gouvernements signataires notifiera au Gouvernement du Royaume de Belgique l'accomplissement des formalités constitutionnellement requises pour la mise en vigueur de la présente Convention.

2. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour après la réception de la troisième de ces notifications.

3. A l'égard des autres Gouvernements signataires, la présente Convention entrera en vigueur le trentième jour après la réception par le Gouvernement du Royaume de Belgique de la notification visée au paragraphe 1.

ARTICLE VII.

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, tout Gouvernement non signataire pourra y adhérer en adressant au Gouvernement du Royaume de Belgique, par la voie diplomatique, une demande d'adhésion accompagnée du Règlement de banc d'épreuves en vigueur sur son propre territoire.

Le Gouvernement du Royaume de Belgique transmettra la demande et le Règlement annexé à tous les Gouvernements contractants. L'adhésion sera effective si tous les Gouvernements contractants font connaître leur assentiment. A l'expiration d'un délai d'un an à dater de la notification de la réception de la demande par le Gouvernement du Royaume de Belgique aux Parties contractantes l'absence de réponse d'un Gouvernement contractant sera considérée comme valant acceptation.

2. Le Gouvernement du Royaume de Belgique informera tous les Gouvernements contractants et le Secrétaire de la CIP de la date à laquelle toute nouvelle adhésion sera devenue effective.

ARTICLE VIII.

1. Toute Partie contractante pourra dénoncer la présente Convention au plus tôt trois ans après l'entrée en vigueur à son égard. La dénonciation sera notifiée au Gouvernement du Royaume de Belgique et prendra effet un an après la réception de la notification.

2. La dénonciation par l'une des Parties contractantes n'aura d'effet qu'à son égard.

ARTICLE IX.

Le Gouvernement du Royaume de Belgique notifiera à tous les Gouvernements signataires et adhérents, la date de la réception des notifications prévues aux articles VI (1) et (3), VII et VIII (1).

ARTICLE X.

Jusqu'à l'entrée en vigueur des décisions prises par la Commission en vertu de l'article 5, alinéa 1 de son Règlement, demeureront valables: les appareils étalons pour la mesure des pressions et les épreuves étalons décrits dans l'annexe I du Règlement de la Commission Internationale Permanente, de même que les règles relatives aux dimensions minima des chambres des appareils étalons pour la mesure de la pression, mentionnées dans l'annexe II du Règlement.

ARTICLE XI.

La présente Convention remplace la Convention en vue de l'établissement de règles uniformes pour la reconnaissance réciproque des poinçons officiels d'épreuve des armes à feu et ses Annexes I et II, signées à Bruxelles, le 15 juillet 1914.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

FAIT à Bruxelles, le 1^{er} juillet 1969, en langue française, en un seul original qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume de Belgique qui en délivrera des copies certifiées conformes à chacun des Gouvernements signataires et adhérents.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

*Pour le Gouvernement
de la République Fédérale d'Allemagne:*

M. R. VON UNGERN-STERNBERG

24-12-1969

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche:

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

M. J. HAMELS

10-9-1969

Pour le Gouvernement de la République du Chili:

M. ALFONSO SANTA-CRUZ

2-12-1969

Pour le Gouvernement de l'Etat Espagnol:

M. JAIME ALBA

26-1-1970

Pour le Gouvernement de la République Française:

M. ETIENNE DE CROUY-CHANEL

5-9-1969

Pour le Gouvernement de la République Italienne:

GIROLAMO PIGNATTI MORANO DI CUSTOZA

7-3-1972

*Pour le Gouvernement
de la République Socialiste Tchèque et Slovaque:*

RAJMAN FRANTISEK

6-5-1970

REGLEMENT

de la Commission Internationale Permanente (CIP) et Annexes I et II

ARTICLE 1.

La Commission Internationale Permanente pour l'épreuve des armes à feu portatives est composée des délégués de chacune des Parties contractantes. Chaque Partie contractante dispose d'une voix, quel que soit le nombre de ses délégués.

ARTICLE 2.

1. A la fin de chacune de ses sessions, la Commission Internationale Permanente élit le Président de la session suivante parmi les délégués de l'Etat sur le territoire duquel se tiendra cette session.

2. Si, pour l'application de l'article I de la Convention, la Commission estime utile de poursuivre, d'une manière continue, certaines recherches ou expériences, elle peut se réunir à l'endroit choisi pour ces expériences, soit en commission, soit en sous-commission. Le Président, en accord avec les délégations, décide de la composition, du but et des travaux des sous-commissions. Celles-ci choisissent parmi leurs membres, un président et un secrétaire qui rédigera les rapports au nom de la sous-commission.

ARTICLE 3.

Un Bureau Permanent, ayant à sa tête un Directeur, désigné par le Gouvernement du Royaume de Belgique avec l'accord des Parties contractantes est chargé d'assurer :

1) pendant les sessions, le secrétariat de la Commission Internationale Permanente;

2) dans l'intervalle des sessions, les services de correspondance, d'administration et d'archives; à ce titre, il centralise les dossiers, documents et publications techniques, conserve les empreintes des poinçons d'épreuve officiellement reconnus, classe, traduit et communique aux Parties contractantes les renseignements de toute nature sur l'épreuve des armes à feu portatives et des appareils à buts industriels et professionnels, ainsi que sur les modalités de contrôle et d'épreuve de leurs munitions, non seulement des Parties contractantes, mais de tous les autres Etats.

Le Bureau Permanent a son siège en Belgique.

ARTICLE 4.

1. La Commission Internationale Permanente se réunit sur convocation du Bureau Permanent. Elle peut être convoquée à la demande d'une des délégations des Parties contractantes; elle doit être convoquée si au moins deux délégations des Parties contractantes en font la demande.

2. A cet effet, chaque Partie contractante informe le Gouvernement du Royaume de Belgique, qui en donne connaissance au Bureau, de toute

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

modification apportée éventuellement à la liste de ses délégués. Des experts peuvent être admis à participer à titre consultatif pour traiter de certains problèmes bien définis aux réunions techniques des sous-commissions.

3. Un observateur par Etat non signataire peut être admis aux sessions de la Commission Internationale Permanente d'un commun accord entre les Parties contractantes, à condition d'être officiellement désigné par son Gouvernement.

Si, après s'être fait représenter par un observateur à trois sessions successives, un Gouvernement n'a pas demandé son adhésion à la Convention, il n'est plus admis à se faire représenter aux sessions ultérieures.

4. Aux réunions techniques des sous-commissions, des experts des Etats non signataires peuvent être invités à titre consultatif pour traiter de certains problèmes bien définis, à la demande du Président de la sous-commission et avec l'accord de tous les membres de cette sous-commission.

ARTICLE 5.

1. Les Parties contractantes autorisent la Commission Internationale Permanente à prendre toutes décisions utiles dans le cadre des buts définis à l'article II de la Convention.

2. Le Bureau Permanent transmet aux Parties contractantes par l'intermédiaire du Gouvernement du Royaume de Belgique, les décisions prises par la Commission Internationale Permanente et, notamment, les dessins et plans des appareils étalons pour la mesure des pressions, les tableaux des dimensions normalisées de chambres et cartouches ainsi que la description des marques de poinçons d'épreuve reconnus internationalement. Ces documents sont constamment tenus à jour par la Commission.

ARTICLE 6.

Afin d'assurer l'exécution des dispositions qui précèdent, les Parties contractantes communiquent, par la voie diplomatique, au Gouvernement du Royaume de Belgique, qui le transmet au Bureau Permanent, les lois, arrêtés et instructions concernant l'épreuve des armes à feu portatives ainsi que tous les autres documents afférents qui leur sont réclamés par ce Bureau.

ARTICLE 7.

1. Les décisions de la Commission Internationale Permanente font l'objet de votes, soit en cours de session, soit par correspondance.

2. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des délégations présentes ou représentées et à condition que le nombre de suffrages soit au moins égal aux 2/3 du nombre total des Gouvernements membres de la Commission Internationale Permanente.

Les abstentions, votes ou bulletins blancs ou nuls ne sont pas considérés comme suffrages exprimés.

En cas d'égalité dans le partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

3. Toutefois lorsqu'il s'agit de la reconnaissance des poinçons d'épreuve d'une Partie contractante celle-ci n'a pas de droit de vote.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

4. A l'occasion d'une session, une Partie contractante peut, en cas d'empêchement donner procuration à une autre Partie contractante dans la limite d'une procuration par Gouvernement mandataire.

5. En cas de vote par correspondance, les délégations disposent d'un délai de réponse de six mois qui leur est notifié sous forme d'envoi avec accusé de réception par le Directeur du Bureau Permanent. Ce délai s'entend à compter de la réception de la notification relative à la fixation du délai.

L'absence de réponse dans ce délai est considérée comme une abstention.

ARTICLE 8.

1. Les décisions entrent en vigueur si, dans les six mois qui suivent la notification prévue à l'article 5, paragraphe 2, aucune des Parties contractantes ne s'oppose ou ne formule des réserves auprès du Gouvernement du Royaume de Belgique.

Si une Partie contractante s'oppose à une décision, celle-ci reste sans effet à l'égard des autres Parties contractantes.

En cas de réserves formulées par une Partie contractante vis-à-vis d'une décision, cette dernière n'entre en vigueur que si ladite Partie contractante retire ses réserves.

Est considérée comme date de retrait, la date de réception de la notification adressée au Gouvernement du Royaume de Belgique.

Le Gouvernement du Royaume de Belgique informe la Commission Internationale Permanente de toute opposition, réserve ou retrait de réserve.

2. En cas de décisions prises par la Commission, conformément à l'article I, § 7 de la Convention, la Partie contractante dont le ou les poinçons d'épreuve ne sont plus reconnus et doivent être rayés du tableau officiel, n'est pas autorisée à former opposition ni à formuler des réserves.

ARTICLE 9.

La langue officielle de la Commission Internationale Permanente est le français.

ARTICLE 10.

Les frais du Bureau Permanent sont supportés conjointement par tous les Etats contractants.

Les frais généraux, indemnités et frais de déplacement des délégués de la Commission Internationale Permanente, lors de la réunion de la Commission en séance plénière ou des sous-commissions, ou encore à l'occasion de leurs rapports avec le Bureau Permanent, sont à charge de leurs Gouvernements respectifs.

ARTICLE 11.

Le présent Règlement a la même valeur et durée que la Convention dont il est partie intégrante.

FAIT à Bruxelles, le 1^{er} juillet 1969, en langue française, en un seul original.

*Pour le Gouvernement
de la République Fédérale d'Allemagne:*

M. R. VON UNGERN-STERNBERG

24-12-1969

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

M. J. HAMELS

10-9-1969

Pour le Gouvernement de la République du Chili:

M. ALFONSO SANTA-CRUZ

2-12-1969

Pour le Gouvernement de l'Etat Espagnol:

M. JAIME ALBA

26-1-1970

Pour le Gouvernement de la République Française.

M. ETIENNE DE GROUY-CHANEL

5-9-1969

Pour le Gouvernement de la République Italienne:

GIROLAMO PIGNATTI MORANO DI CUSTOZA

7-3-1972

*Pour le Gouvernement
de la République Socialiste Tchèque-Slovaque:*

RAJMAN FRANTISEK

6-5-1970

ANNEXE I

au Règlement de la Commission Internationale Permanente

I. — *Les épreuves étalons.*

Les Etats contractants ou adhérents, s'engagent à reconnaître réciproquement comme équivalents aux poinçons d'épreuves apposés dans leurs Bancs d'Epreuve nationaux, les poinçons des Bancs d'Epreuve officiels étrangers dont le règlement ne sera pas en opposition avec les principes suivants:

L'épreuve complète d'une arme consiste dans le tir effectué à une pression au moins égale à une valeur déterminée, précédé et suivi d'un contrôle rigoureux destiné à éliminer:

avant tir:

les mécanismes défectueux et les canons insuffisamment polis ou présentant des défauts qui compromettent la résistance de l'arme et qui ne sont pas contrôlés par le tir d'épreuve;

après tir:

tout canon ou toute pièce essentielle présentant des défauts ou déformations consécutifs au tir d'épreuve.

L'épreuve proprement dite d'effectue soit sur l'arme ayant atteint un stade de sa fabrication tel qu'elle ne subisse plus d'opérations susceptibles d'affecter sa résistance, soit lorsqu'elle est complètement terminée en état de livraison.

II. — *Epreuves des fusils de chasse à canons lisses à charger par la culasse.*

Pour les fusils de chasse à canons lisses à charger par la culasse il est établi deux types d'épreuve:

l'épreuve ordinaire, appliquée aux fusils destinés au tir de cartouches dont la pression maxima moyenne ne dépasse pas 650 bars (mesure crusher);

l'épreuve supérieure appliquée aux fusils destinés au tir de cartouches de puissance supérieure.

1) *Epreuve ordinaire:*

Cette épreuve s'applique aux fusils cal. 12, 16 et 20 dont la pression maximale moyenne ne dépasse pas 650 bars (moyenne de 20 coups).

L'épreuve ordinaire comporte le tir de 2 cartouches au moins. Le tir de ces deux cartouches devra permettre de réaliser une fois au moins chacune des conditions suivantes:

a) développer à la chambre une pression telle que la hauteur restante d'un cylindre-crusher LCA placé dans le 1^{er} manomètre de l'appareil étalon muni d'un piston de 30 mm² soit au maximum égal à 3,78 mm (850 bars);

b) développer dans l'âme une pression telle que la hauteur restante d'un cylindre-crusher LCA placé dans le 2^{ème} manomètre situé à 162 mm du fond de cuvette du verrou muni d'un piston de 30 mm² soit au maximum de 4,40 mm (500 bars).

2) *Epreuve supérieure:*

Cette épreuve s'applique aux fusils cal. 12, 16 et 20 destinés au tir de cartouches dont la pression maximale moyenne peut dépasser 650 bars.

L'épreuve comporte le tir de 2 cartouches au moins, compte tenu de l'épreuve ordinaire éventuelle.

Le tir des deux cartouches devra permettre de réaliser, une fois au moins, chacune des conditions suivantes:

a) développer à la chambre une pression telle que la hauteur restante d'un cylindre LCA placé dans le 1^{er} manomètre de l'appareil étalon, muni d'un piston de 30 mm², soit au maximum de 3,16 mm (1200 bars);

b) développer dans le canon une pression telle que la hauteur restante d'un cylindre-crusher placé dans le 2^{me} manomètre soit au maximum de 4,4 mm (500 bars).

Les conditions définies ci-dessus pour les deux épreuves peuvent être réalisées:

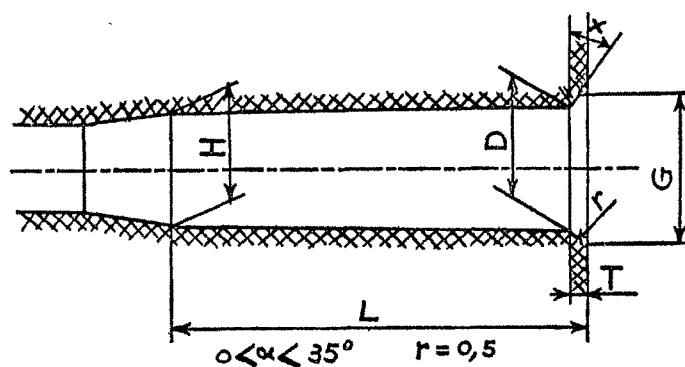
soit séparément par deux cartouches différentes;

soit par deux cartouches identiques répondant simultanément aux conditions a) et b).

Un poinçon distinct correspondra à l'épreuve ordinaire et à l'épreuve supérieure.

ANNEXE II
au Règlement de la Commission Internationale Permanente

STANDARDISATION EUROPEENNE
DES CHAMBRES DE FUSILS DE CHASSE



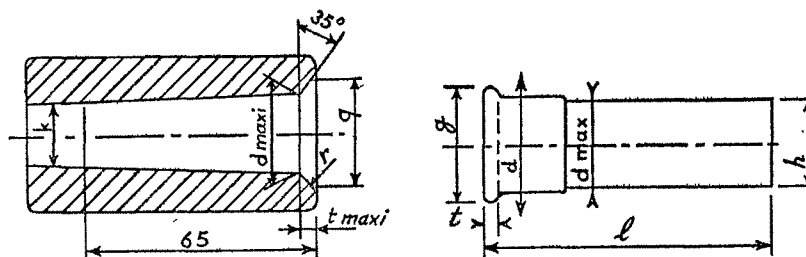
DIMENSIONS GENERALES DES CHAMBRES (en mm)

CALIBRE	H mini	Tolér.	D mini	Tolér.	G mini	Tolér.	T mini	Tolér.
10	21,40		21,75		23,75		1,90	
12	20,30		20,65		22,55		1,85	
14	19,35		19,70		21,55		1,75	
16	18,60		18,95		20,75		1,65	
20	17,40	+ 0,1	17,75	+ 0,1	19,50	+ 0,1	1,55	+ 0,05
24	16,50		16,80		18,55		1,55	
28	15,60		15,90		17,50		1,55	
32	14,30		14,60		16,20		1,55	
410	11,80		12,05		13,70		1,55	

LONGUEUR DES CHAMBRES

	2"	2 1/2" 32..24	2 1/2" 20...12	2 3/4"	2 7/8"	3"	3 1/4"
L mini	50,8	63,6	65,1	69,9	73,0	76,2	82,6
Tolér.	tolérance générale: 2,0 mm en plus						

DIMENSIONS DES DOUILLES DE CHASSE ADOPTÉES PAR LE COMITE TECHNIQUE DES CARTOUCHIERS EUROPEENS



$$Q = g \text{ maxi} + 0,05$$

$$K = h \text{ maxi} + 0,05$$

$$r = 0,5$$

DIMENSIONS GENERALES DES DOUILLES (en mm)

CALIBRE	g maxi	Tolér	d maxi	Tolér.	t maxi	Tolér.	h maxi	Tolér.	Calibre
10	23,65	— 0,25	21,70	— 0,15	1,90	— 0,25	21,30	— 0,25	10
12	22,45	— 0,25	20,60	— 0,15	1,85	— 0,25	20,20	— 0,25	12
14	21,45	— 0,25	19,65	— 0,15	1,75	— 0,20	19,30	— 0,25	14
16	20,65	— 0,25	18,90	— 0,15	1,65	— 0,20	18,55	— 0,25	16
20	19,40	— 0,20	17,70	— 0,15	1,55	— 0,20	17,35	— 0,25	20
24	18,45	— 0,20	16,75	— 0,10	1,55	— 0,20	16,45	— 0,25	24
28	17,40	— 0,20	15,85	— 0,10	1,55	— 0,20	15,55	— 0,25	28
32	16,10	— 0,20	14,55	— 0,10	1,55	— 0,20	14,25	— 0,25	32
410	13,60	— 0,20	12,00	— 0,10	1,55	— 0,20	11,75	— 0,20	410

LONGUEUR DES DOUILLES

	2"	2 1/2" 32...24	2 1/2" 20...12	2 3/4"	2 7/8"	3"	3 1/4"
1 maxi en mm . . .	50,7	63,5	65,0	69,8	72,8	76,0	82,4
Tolér.	tolérance générale: 0,7 mm en moins						

TRADUZIONE NON UFFICIALE

NOTA BENE. — *Il testo facente fede è unicamente quello in lingua francese indicato nella Convenzione, qui sopra riportato.*

CONVENZIONE**per il riconoscimento reciproco dei punzoni di prova
delle armi da fuoco portatili**

I Governi della Repubblica Federale di Germania, della Repubblica d'Austria, del Regno del Belgio, della Repubblica del Cile, dello Stato Spagnolo, della Repubblica Francese, della Repubblica Italiana e della Repubblica Socialista Cecoslovacca:

Constatando che la Convenzione del 15 luglio 1914, conclusa in vista della creazione di norme uniformi per il reciproco riconoscimento dei punzoni di prova ufficiali delle armi da fuoco non risponde più alle esigenze della tecnica moderna,

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO I.

Viene istituita una Commissione Internazionale Permanente per la prova delle armi da fuoco portatili, qui appresso indicata Commissione Internazionale Permanente, abbreviata con la sigla CIP.

Essa ha il compito:

1) di scegliere, da un lato, gli apparecchi che serviranno da campione per la misurazione della pressione di tiro e, dall'altro, i procedimenti di misurazione che i servizi ufficiali dovranno utilizzare per determinare, nel modo più pratico e preciso, la pressione sviluppata dalle cartucce da tiro e da prova:

a) nelle armi da caccia, da tiro, da difesa, ad eccezione delle armi destinate alla guerra terrestre, navale o aerea; tuttavia le Parti contraenti hanno la facoltà di utilizzare per tutte o per una parte di queste ultime armi, gli strumenti ed i procedimenti di misurazione adottati;

b) in tutti gli altri dispositivi portatili, armi od apparecchi a scopi industriali o professionali non menzionati in precedenza e che utilizzano una carica di esplosivo per la propulsione, sia di un proiettile, sia di qualsivoglia elemento meccanico e la cui prova sia riconosciuta necessaria dalla Commissione Internazionale Permanente.

Detti apparecchi saranno denominati « apparecchi campione ».

2) Di determinare la natura e le modalità di esecuzione delle prove ufficiali alle quali dovranno, per offrire ogni garanzia di sicurezza, essere sottoposti le armi o gli apparecchi indicati ai paragrafi 1) a e b.

Dette prove saranno designate con l'espressione « Prove campione ».

3) Di apportare agli apparecchi campione di misurazione, ai metodi d'impiego ad essi relativi nonché alle prove campione, tutti i perfezionamenti, modifiche o complementi richiesti dal progresso della matrologia, della fabbricazione delle armi da fuoco portatili e degli apparecchi a scopi industriali o professionali, nonché delle loro munizioni.

4) Di ricercare l'unificazione delle dimensioni della camera di cartuccia delle armi da fuoco poste in commercio e le modalità di controllo e di prova delle loro munizioni.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

5) Di esaminare le leggi e i regolamenti relativi alla prova ufficiale delle armi da fuoco portatili emanate dai Governi contraenti al fine di accertare che siano conformi alle disposizioni adottate in applicazione del precedente paragrafo 2).

6) Di dichiarare in quali Stati contraenti l'esecuzione delle prove corrisponda alla prova campione di cui al paragrafo 2) e di pubblicare una tabella riprodotte i modelli dei punzoni utilizzati dai banchi di prova ufficiali dei detti Stati sia attualmente sia a partire dalla firma della Convenzione del 15 luglio 1914.

7) Di ritirare la dichiarazione di cui al precedente paragrafo 6) e di modificare la tabella ove non siano più soddisfatte le condizioni di cui al paragrafo 6).

ARTICOLO II.

I punzoni dei Banchi di prova ufficiali di ciascuna delle Parti contraenti saranno riconosciuti sul territorio delle altre Parti contraenti a condizione che siano stati oggetto della dichiarazione di cui al paragrafo 6) dell'articolo I.

ARTICOLO III.

La composizione e le attribuzioni della Commissione Internazionale Permanente sono determinate dal Regolamento allegato alla presente Convenzione. Tale Regolamento è parte integrante della Convenzione stessa.

ARTICOLO IV.

In caso di dubbio o di discussione circa l'interpretazione o l'applicazione di uno dei punti di ordine tecnico determinati da una decisione della Commissione Internazionale Permanente adottata in applicazione dell'articolo I della presente Convenzione e dell'articolo 5 del Regolamento, il Governo interessato ricorrerà al parere della Commissione Internazionale Permanente.

ARTICOLO V.

La presente Convenzione è aperta alla firma a partire dal 1° luglio 1969.

ARTICOLO VI.

1. Ciascuno dei Governi firmatari notificherà al Governo del Regno del Belgio l'adempimento delle formalità costituzionalmente richieste per l'entrata in vigore della presente Convenzione.

2. La presente Convenzione entrerà in vigore trenta giorni dopo il ricevimento della terza di tali notifiche.

3. La presente Convenzione entrerà in vigore, nei confronti degli altri Governi firmatari, trenta giorni dopo il ricevimento della notifica di cui al paragrafo 1) da parte del Governo del Regno del Belgio.

ARTICOLO VII.

1. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, ogni Governo non firmatario potrà aderirvi indirizzando al Governo del Regno del Belgio, per via diplomatica, una domanda di adesione accompagnata dal Regolamento dei Banchi di prova in vigore sul proprio territorio.

Il Governo del Regno del Belgio trasmetterà la domanda e il Regolamento allegato a tutti i Governi contraenti. L'adesione avrà effetto se tutti i Governi contraenti faranno conoscere il loro assenso. Allo spirare di un termine di un anno a partire dalla notifica del ricevimento della domanda da parte del Governo del Regno del Belgio alle Parti Contraenti, la mancata risposta di un Governo contraente sarà ritenuta come avente valore di accettazione.

2. Il Governo del Regno del Belgio informerà tutti i Governi contraenti nonché il Segretario del CIP della data in cui ogni nuova adesione diventa effettiva.

ARTICOLO VIII.

1. Ogni Parte contraente potrà denunciare la presente Convenzione non prima che siano trascorsi tre anni dall'entrata in vigore della stessa nei suoi confronti. La denuncia sarà notificata al Governo del Regno del Belgio e avrà effetto un anno dopo il ricevimento della notifica.

2. La denuncia fatta da una delle Parti contraenti avrà effetto solo nei confronti di quest'ultima.

ARTICOLO IX.

Il Governo del Regno del Belgio notificherà a tutti i Governi firmatari e aderenti la data di ricevimento delle notifiche di cui agli articoli VI (1) e (3), VII e VIII (1).

ARTICOLO X.

Sino all'entrata in vigore delle decisioni adottate dalla Commissione in base all'articolo 5, capoverso 1 del suo Regolamento, resteranno validi: gli apparecchi campione per la misurazione delle pressioni e le prove campione descritte nell'Allegato I del Regolamento della Commissione Internazionale Permanente, nonché le norme relative alle dimensioni minime delle camere degli apparecchi campione per la misurazione della pressione, di cui all'Allegato II del Regolamento.

ARTICOLO XI.

La presente Convenzione sostituisce la Convenzione per la creazione di norme uniformi per il riconoscimento reciproco dei punzoni ufficiali di prova delle armi da fuoco e i suoi Allegati I e II, firmati a Bruxelles, il 15 luglio 1914.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

FATTO a Bruxelles, il 1° luglio 1969, in lingua francese, in un solo esemplare che verrà depositato negli Archivi del Governo del Regno del Belgio e ne rilascerà copie certificate conformi ad ognuno dei Governi firmatari e aderenti.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente Convenzione.

(Seguono le firme).

REGOLAMENTO

della Commissione Internazionale Permanente (CIP) e Allegati I e II

ARTICOLO 1.

La Commissione Internazionale Permanente per la prova delle armi da fuoco portatili è composta dai delegati di ciascuna delle Parti contraenti. Ogni Parte contraente dispone di un voto, qualunque sia il numero dei suoi delegati.

ARTICOLO 2.

1. Al termine di ognuna delle sue sessioni, la Commissione Internazionale Permanente elegge il Presidente della sessione seguente fra i delegati dello Stato sul cui territorio verrà tenuta tale sessione.

2. Se, per l'applicazione dell'articolo I della Convenzione, la Commissione ritiene utile proseguire, in maniera continuativa, alcune ricerche od esperimenti, essa può riunirsi nel luogo scelto per tali esperimenti, sia in commissione, che in sottocommissione. Il Presidente, con il consenso delle delegazioni, decide la composizione, gli scopi ed i lavori delle sottocommissioni. Queste scelgono fra i loro membri un presidente ed un segretario che redigerà i rapporti a nome della sottocommissione.

ARTICOLO 3.

Un Ufficio Permanente, con a capo un Direttore, designato dal Governo del Regno del Belgio con l'accordo delle Parti contraenti è incaricato di assicurare:

1) durante le sessioni, la segreteria della Commissione Internazionale Permanente;

2) nell'intervallo fra una sessione e l'altra i servizi di corrispondenza, amministrativi e di archivio; a tale titolo, accentra le pratiche, i documenti e le pubblicazioni tecniche, conserva le impronte dei punzoni di prova ufficialmente riconosciuti, classifica, traduce e comunica alle Parti Contraenti le informazioni di qualsiasi natura sulla prova delle armi da fuoco portatili e degli apparecchi a scopi industriali e professionali, nonché sulle modalità di controllo e di prova delle loro munizioni, non solo delle Parti Contraenti ma di tutti gli altri Stati.

L'Ufficio Permanente ha la sua sede in Belgio.

ARTICOLO 4.

1. La Commissione Internazionale Permanente si riunisce su convocazione dell'Ufficio Permanente. Essa può essere convocata a richiesta di una delle delegazioni delle Parti contraenti; essa deve essere convocata se almeno due delegazioni delle Parti contraenti ne fanno richiesta.

2. A tale scopo, ogni Parte contraente informa il Governo del Regno del Belgio, che ne dà notizia all'Ufficio, di ogni modifica eventualmente

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

apportata alla lista dei suoi delegati. Possono essere ammessi a partecipare, a titolo consultivo, degli esperti per la trattazione di alcuni problemi ben definiti durante le riunioni tecniche delle sottocommissioni.

3. Può essere ammesso alle sessioni della Commissione Internazionale Permanente, di comune accordo fra le Parti contraenti, un osservatore per ogni Stato non firmatario, a condizione che sia ufficialmente designato dal proprio Governo.

Se, dopo essersi fatto rappresentare da un osservatore a tre sessioni successive, un Governo non ha chiesto l'adesione alla Convenzione, non gli è più concesso di farsi rappresentare alle sessioni che seguiranno.

4. Esperti degli Stati non firmatari possono essere invitati a titolo consultivo alle riunioni tecniche delle sottocommissioni per trattare alcuni problemi ben definiti, su richiesta del Presidente della sottocommissione e con il consenso di tutti i membri di detta sottocommissione.

ARTICOLO 5.

1. Le Parti contraenti autorizzano la Commissione Internazionale Permanente a prendere tutte le decisioni utili nel quadro degli scopi definiti nell'articolo I della Convenzione.

2. L'Ufficio Permanente trasmette alle Parti Contraenti, per il tramite del Governo del Regno del Belgio, le decisioni adottate dalla Commissione Internazionale Permanente e, in particolare, i disegni ed i progetti degli apparecchi campione per la misurazione delle pressioni, le tabelle delle dimensioni standardizzate (normalizzate) delle camere e delle cartucce nonché la descrizione dei marchi dei punzoni di prova internazionalmente riconosciuti. Tali documenti sono costantemente tenuti aggiornati dalla Commissione.

ARTICOLO 6.

Al fine di assicurare l'esecuzione delle disposizioni che precedono, le Parti Contraenti comunicano, per via diplomatica, al Governo del Regno del Belgio, che le trasmette all'Ufficio Permanente, le leggi, i decreti e le direttive relative alla prova delle armi da fuoco portatili, nonché tutti gli altri documenti afferenti che sono loro richiesti da tale Ufficio.

ARTICOLO 7.

1. Le decisioni della Commissione Internazionale Permanente sono soggette a votazioni, sia nel corso delle sessioni, che per corrispondenza.

2. Le decisioni sono adottate con la maggioranza semplice dei voti delle delegazioni presenti o rappresentate e a condizione che il numero dei suffragi sia almeno uguale ai 2/3 del numero totale dei Governi membri della Commissione Internazionale Permanente. Le astensioni, i voti o le schede bianche o nulle non sono ritenuti suffragi espressi.

In caso di parità nella ripartizione dei voti, il voto del Presidente è decisivo.

3. Tuttavia, quando si tratti del riconoscimento dei punzoni di prova di una Parte contraente, quest'ultima non ha diritto di voto.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

4. In occasione di una sessione, una Parte Contraente può, in caso di impedimento, dare procura ad un'altra Parte Contraente entro i limiti di una procura per Governo mandatario.

5. In caso di voto per corrispondenza, le delegazioni dispongono di un termine di risposta di sei mesi che viene loro notificato sotto forma di invio con avviso di ricevimento da parte del Direttore dell'Ufficio Permanente. Tale termine si intende a partire dal ricevimento della notifica relativa alla fissazione del termine.

La mancata risposta entro tale termine viene considerata alla stregua di astensione.

ARTICOLO 8.

1. Le decisioni entrano in vigore se nei sei mesi che seguono la notifica prevista dal paragrafo 2 dell'articolo 5, nessuna delle Parti Contraenti si oppone o formula delle riserve presso il Governo del Regno del Belgio.

Se una Parte contraente si oppone a una decisione, questa non avrà efficacia nei confronti delle altre Parti Contraenti. In caso di riserve formulate da una Parte Contraente nei confronti di una decisione, quest'ultima entra in vigore soltanto se la detta Parte Contraente ritira le proprie riserve.

La data del ricevimento della notifica indirizzata al Governo del Regno del Belgio viene considerata come data di ritiro.

Il Governo del Regno del Belgio informa la Commissione Internazionale Permanente di ogni opposizione, riserva o ritiro di una riserva.

2. In caso di decisioni prese dalla Commissione, in conformità del paragrafo 7 dell'articolo I della Convenzione, la Parte Contraente il cui o i cui punzoni di prova non siano riconosciuti e debbano essere deponati dalla tabella ufficiale, non è autorizzata a fare opposizione né a formulare riserve.

ARTICOLO 9.

La lingua ufficiale della Commissione Internazionale Permanente è il francese.

ARTICOLO 10.

Le spese dell'Ufficio Permanente sono sostenute congiuntamente da tutti gli Stati contraenti.

Le spese generali, indennità e spese di viaggio dei delegati della Commissione Internazionale Permanente, in occasione della riunione della Commissione in seduta plenaria o delle sottocommissioni, o anche in occasione dei loro rapporti con l'Ufficio Permanente, sono a carico dei rispettivi Governi.

ARTICOLO 11.

Il presente Regolamento ha lo stesso valore e la stessa durata della Convenzione, di cui è parte integrante.

FATTO a Bruxelles, il 1° luglio 1969, in lingua francese, in un solo originale.

(*Seguono le firme*).

ALLEGATO I

al Regolamento della Commissione Internazionale Permanente

I. — Prove campione.

Gli Stati contraenti o aderenti si impegnano a riconoscere reciprocamente come equivalenti ai punzoni di prova apposti nei loro Banchi di prova nazionali, i punzoni dei Banchi di prova ufficiali stranieri il cui regolamento non sia in contrasto con i principi seguenti:

La prova completa di un'arma consiste nel tiro effettuato ad una pressione almeno uguale ad un valore determinato, preceduto e seguito da un rigoroso controllo destinato ad eliminare:

prima del tiro:

i meccanismi difettosi e le canne insufficientemente levigate o che presentano difetti suscettibili di compromettere la resistenza dell'arma e che non siano controllati dal tiro di prova;

dopo il tiro:

ogni canna o parte essenziale che presenti difetti o deformazioni conseguenti al tiro di prova.

La prova propriamente detta si effettua sia sull'arma che abbia raggiunto un tale stadio di fabbricazione da non dover subire altre operazioni suscettibili di pregiudicarne la resistenza, sia quando questa sia finita e pronta per la consegna.

II. — Prove di fucili da caccia a retrocarica a canne lisce

Per i fucili da caccia a retrocarica a canne lisce sono stabiliti due tipi di prova:

la prova ordinaria, applicata ai fucili destinati all'impiego di cartucce la cui pressione massima media non oltrepassi i 650 bars (misura crusher (1));

la prova superiore applicata ai fucili destinati all'impiego di cartucce di potenza superiore.

1) Prova ordinaria:

Tale prova si applica ai fucili calibro 12, 16 e 20 la cui pressione media massima non oltrepassi i 650 bars (media di 20 colpi sparati).

La prova ordinaria comporta lo sparo di almeno due cartucce. Lo sparo di queste due cartucce dovrà permettere la realizzazione, almeno una volta, di ciascuna delle seguenti condizioni:

a) sviluppare nella camera una pressione tale che l'altezza residua di un cilindro crusher LGA (2) posto nel primo manometro dell'apparecchio campione munito di un pistone di 30 mm² sia al massimo uguale a 3,78 mm (850 bars);

(1) Dispositivo per misure di pressione.

(2) Cilindro di rame costruito dal Laboratorio centrale d'armamento francese e considerato come cilindro campione.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

b) sviluppare nell'anima una pressione tale che l'altezza residua di un cilindro crusher LCA posto nel secondo manometro situato a 162 mm. dal « vivo di culatta » munito di un pistone di 30 mm² sia al massimo di 4,40 mm. (500 bars).

2) Prova superiore:

Questa prova si applica ai fucili calibro 12, 16 e 20 destinati allo sparo di cartucce la cui pressione massima media può superare i 650 bars.

La prova comporta lo sparo di almeno 2 cartucce, tenuto conto dell'eventuale prova ordinaria.

Lo sparo di due cartucce dovrà permettere che vengano realizzate, almeno una volta, ciascuna delle condizioni seguenti:

a) sviluppare nella camera una pressione tale che l'altezza residua di un cilindro LCA posto nel primo manometro dell'apparecchio campione, munito di un pistone di 30 mm², sia al massimo di 3,16 mm. (1200 bars);

b) sviluppare nella canna una pressione tale che l'altezza residua di un cilindro crusher posto nel secondo manometro sia al massimo di 4,4 mm. (500 bars).

Le condizioni definite qui sopra per le due prove possono essere realizzate:

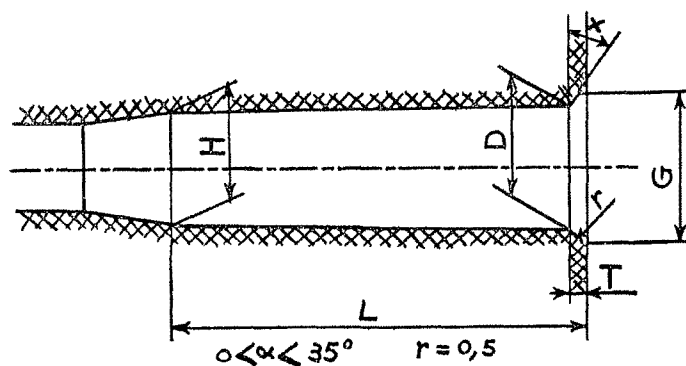
sia separatamente con due diverse cartucce;

sia con due cartucce identiche rispondenti simultaneamente alle condizioni a) e b).

Punzoni distinti saranno impiegati per la prova ordinaria e per la prova superiore.

ALLEGATO II
al Regolamento della Commissione Internazionale Permanente

STANDARDIZZAZIONE EUROPEA
 DELLE CAMERE DEI FUCILI DA CACCIA



DIMENSIONI GENERALI DELLE CAMERE (in mm)

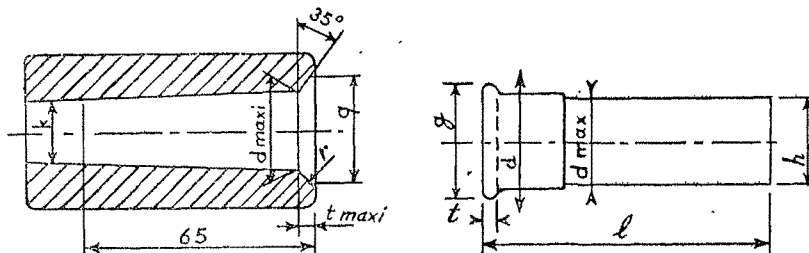
CALIBRO	H mini	Toller	D mini	Toller.	G mini	Toller	T mini	Toller.
10	21,40		21,75		23,75		1,90	
12	20,30		20,65		22,55		1,85	
14	19,35		19,70		21,55		1,75	
16	18,60		18,95		20,75		1,65	
20	17,40	+ 0,1	17,75	+ 0,1	19,50	+ 0,1	1,55	+ 0,05
24	16,50		16,80		18,55		1,55	
28	15,60		15,90		17,50		1,55	
32	14,30		14,60		16,20		1,55	
410	11,80		12,05		13,70		1,55	

LUNGHEZZA DELLE CAMERE

	2"	2 1/2" 32..24	2 1/2" 20..12	2 3/4"	2 7/8"	3"	3 1/4"
L mini	50,8	63,6	65,1	69,9	73,0	76,2	82,6
Toller.	tolleranza generale: 2,0 mm in più						

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

DIMENSIONE DEI BOSSOLI DELLE MUNIZIONI DA CACCIA ADOTTATI DAL COMITATO TECNICO DEI FABBRICANTI DI CARTUCCE EUROPEE



$$Q = g \text{ maxi} + 0,05$$

$$K = h \text{ maxi} + 0,05$$

$$r = 0,5$$

DIMENSIONI GENERALI DEI BOSSOLI (in mm)

CALIBRO	g maxi	Toller.	d maxi	Toller.	t maxi	Toller.	h maxi	Toller.	Calibro
10	23,65	- 0,25	21,70	- 0,15	1,90	- 0,25	21,30	- 0,25	10
12	22,45	- 0,25	20,60	- 0,15	1,85	- 0,25	20,20	- 0,25	12
14	21,45	- 0,25	19,65	- 0,15	1,75	- 0,20	19,30	- 0,25	14
16	20,65	- 0,25	18,90	- 0,15	1,65	- 0,20	18,55	- 0,25	16
20	19,40	- 0,20	17,70	- 0,15	1,55	- 0,20	17,35	- 0,25	20
24	18,45	- 0,20	16,75	- 0,10	1,55	- 0,20	16,45	- 0,25	24
28	17,40	- 0,20	15,85	- 0,10	1,55	- 0,20	15,55	- 0,25	28
32	16,10	- 0,20	14,55	- 0,10	1,55	- 0,20	14,25	- 0,25	32
410	13,60	- 0,20	12,00	- 0,10	1,55	- 0,20	11,75	- 0,20	410

LUNGHEZZA DEI BOSSOLI

	2"	2 1/2" 32...24	2 1/2" 20...12	2 3/4"	2 7/8"	3"	3 1/4"
l maxi in mm	50,7	63,5	65,0	69,8	72,8	76,0	82,4
Toller.	tolleranza generale: 0,7 mm in meno						